

SOUTIEN AUX COLLÈGUES MIS EN GARDE À VUE ET EN PROCÈS POUR « VIOLENCE EN RÉUNION » APRÈS AVOIR ASPERGÉ J.M BLANQUER DE CHANTILLY.

DANS UN ÉTAT DE DROIT, IL N'Y A PAS DE VIOLENCES PÂTISSIÈRES !

*Communiqué de Sud Education 31-65
Toulouse, le 7 juin 2022*

Le samedi 4 juin 2022, sur le marché de Montargis, deux collègues enseignants ont aspergé de chantilly Jean Michel Blanquer en campagne pour les élections législatives. Suite à leur garde à vue ils comparaîtront au tribunal le 4 juillet pour « violence en réunion ».

Sud Education 31-65 apporte tout son soutien à ces collègues face à la justice !

Le contexte, c'est important le contexte, ils nous le rappellent à chaque fois.

Dans une Interview à France-Inter le 7 décembre 2018, faisant suite à la répression des lycéen.nes de Mantes la Jolie, humilié.es, réprimé.es, menoté.es et laissé.es à genou face à un mur pendant que des policiers les filmaient, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse défendait les policiers :

[...] je demande juste que dans ce monde où on voit beaucoup de choses de manière très partielle, on remette les choses dans leur contexte.[...]

Très bien, remettons les choses dans leur contexte.

M Blanquer vient de passer 5 années à détruire le service public d'éducation, à en découper des pans entiers afin de les livrer au privé, à précariser toujours plus les personnels, à recourir à un niveau historique à des contractuel.les, à réformer le lycée pour en faire une machine à trier prête à livrer à la coupe des générations de lycéen.nes à Parcoursup, à réprimer et à insulter.

Voilà donc le contexte, dans lequel 2 enseignants aspergent de chantilly un candidat aux législatives, ancien ministre au bilan horrible et destructeur pour la jeunesse.

Voilà donc le contexte dans lequel nous soutenons nos deux collègues !

Nous aussi il y a des choses qu'on trouve inacceptables.

« Ne parlez pas de "répression" ou de "violences policières", ces mots sont inacceptables dans un Etat de droit. ». C'est par ces mots qu'Emmanuel Macron répondait, en 2019 à une interpellation de Gilets Jaunes au sujet de la répression des manifestations,

Ce à quoi nous répondons « ne parlez pas de « violences » pâtisseries, quand bien même elles seraient en réunion, ces mots sont inacceptables dans un état de droit ! ».

Soutien !

